

Don't be silly ask for a picadilly?

In seinem Kampf gegen Drogen scheint Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo eine halbe Niederlage einstecken zu müssen. In einem Gesetz, das seit Januar 2006 in Kraft ist, zog der Minister gegen die Alcopops zu Felde. Die spirituosenhaltigen Süßgetränke wurden um 1,5 Euro pro Flasche teurer und der Verkauf an Jugendliche unter sechzehn Jahren verboten. Gerade diese Modegetränke, die meistens mit etwa 5,5% Alkohol versetzt sind, bilden als beliebte Durstlöscher in poppigem Design die Gefahr einer Einstiegsdroge. Unter dieses Diktum drohte nun auch eine Spezialität zu geraten, die nur jedes zweite Augustwochenende in Stadtbredimus beim großen 'Winzer- und Weinfest' zu bekommen ist: der sogenannte 'Picadilly'. Dieses Mischgetränk aus Wein und Johannisbeeren, dessen eigentliche Zusammensetzung Firmengeheimnis der Vinsmosselle ist, drohte unter die Alcopops-Regelung zu fallen. Um dies zu umgehen, wurde der Alkoholgehalt nun einfach auf 10,01 Prozent angehoben. Auch wenn das Gesetz zunächst geschickt umschifft wurde, soll eine Unterredung mit dem Minister Ausnahmen ermöglichen: "Zwar ist das neue Alcopops-Gesetz ein wichtiger Schritt zum Schutz der Jugend, jedoch sollte versucht werden für die eher saisonalen Getränke wie Picadilly, Glühwein oder etwa die Sangria eine Ausnahmeregelung zu finden, damit sie ihren geringeren Alkoholgehalt beibehalten können.", sagt Mathias Lambert, Kellermeister in Wellenstein. Dies auch aus Sicherheitsgründen, denn auf dem Moselfest würden die Leute nicht weniger trinken, auch wenn der Alkoholgehalt höher ist.

Das Versprechen der Autobauer

Die gute Nachricht stand im Titel: CO₂-Emissionen seit 1992 um mehr als 12 Prozent gesunken. Dabei ist das Fazit der EU-Kommission im Jahresbericht über Emissionen von Personenkraftwagen im Jahr 2004 nichts anderes als ein Tadel. Denn vor dem Hintergrund dessen, was im 21. Jahrhundert für jeden halbwegs gewieften Automobilproduzenten technisch machbar wäre, ist die Meldung allenfalls als Armutszeugnis zu verstehen. Freiwillig verpflichtet hatte sich die Branche zu weitaus mehr: Bis 2008/2009 sollten die durchschnittlichen CO₂-Emissionen um rund 25 Prozent gegenüber dem Niveau von 1995 zurückgehen. Nun erwägt die Kommission rechtliche Schritte gegen die Autobauer, will ihre Strategie jedoch erst einmal überprüfen. Nicht nur die Hersteller seien mit dem Einhalten ihrer Verpflichtung im Rückstand, kritisiert die Europäische Transport- und Umweltföderation (T&E), auch die Kommission hinke mit der offiziellen Überwachung hinterher. Deshalb unternahm T&E eine Hochrechnung, die auf eigenen Untersuchungen basiert. Dieser Rechnung nach müssten es die Automobilhersteller schaffen, in den verbleibenden Jahren die Emissionen um das drei- bis vierfache der bisherigen Werte zu reduzieren. Es gibt viel zu tun.

Kartographie der Prostitution

Zum Thema Aids konnte Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz diese Woche etwas Positives vermelden: Das gemeinsame Hilfsprojekt von ENDA Santé Sénégal und dem Luxemburgischen Roten Kreuz im Senegal wurde auf der Weltaidskonferenz ausgezeichnet. "La pauvreté génère le sida et le sida génère la pauvreté" - um diese Spirale zu durchbrechen, versucht das Projekt, das die illegalen Sexarbeiterinnen um Dakar und andere Städten betreut, einen ganzheitlicheren Ansatz anzubieten. Das Programm erstreckt sich von Präventionsarbeit, medizinische und psychologische Versorgung bis hin zu sozialer Hilfestellung. Hier sollen etwa Kinder von Prostituierten versorgt werden, damit den Müttern der Ausstieg aus der Prostitution erleichtert wird. Um auf die realen Bedürfnisse der Betroffenen eingehen zu können, wurde im Vorfeld eine Kartographie von den Plätzen illegaler Prostitution erstellt, in der das Profil und die Anzahl der Prostituierten und ihrer Freier dokumentiert wurde. Auch in Luxemburg soll noch dieses Jahr mit Hilfe des Ministère de l'Égalité des chances eine solche Karte erarbeitet werden, die den ausübenden Personenkreis, die Schwachpunkte und Bedürfnisse der Branche charakterisiert. "Durch dieses Pilotprojekt sollen die sozialen Dienste im Interesse der Frauen zielgenauer organisiert werden" so Henri Goertz von der Aidsberodung des Roten Kreuzes.

LSAP

Chien qui aboie ne mord pas

Pour sa rentrée politique, le LSAP hausse le ton. Face à un bilan gouvernemental mitigé, il prépare déjà 2009 et clame haut et fort que personne ne le muselera. Comme s'il allait mordre ...

(dv) - "Nous ne tenons pas à dresser un bilan du travail gouvernemental. C'est l'électeur qui s'en chargera lors des prochaines élections". Par ces mots, Alex Bodry, président du LSAP, a ouvert la conférence de presse de rentrée de son parti. Vu les principaux chantiers évoqués par le président, les socialistes n'ont en effet pas de quoi se pavaner: droit d'asile, indexation des salaires, tripartite CFL et lutte contre le tabagisme. Hormis peut-être ce dernier sujet, il serait trop optimiste de penser que les trois autres font l'unanimité auprès des électeurs, sympathisants ou membres socialistes. Ils sont justement à l'origine de la plupart de leurs frustrations.

En matière de droit d'asile par exemple, les ministres en charge de l'immigration, Jean Asselborn et Nicolas Schmit, mènent une politique s'inscrivant dans la continuité, à quelques détails près, de Luc Frieden (voir l'article ci-dessous). Quant à la manipulation du système d'indexation des salaires, le LSAP a entamé ce que le DP rêvait de réaliser depuis longtemps et dont le principal maître d'oeuvre a été Jeannot Krecké, ministre socialiste de l'économie. Finalement, c'est à se demander si les dirigeants socialistes entretiennent encore le moindre lien avec les syndicalistes de la FNCTTFEL - dont un grand nombre sont encartés au LSAP - pour se permettre de voir les conclusions de la tripartite

des CFL d'un si bon oeil. Evidemment, renier ces politiques reviendrait à mettre en question la coalition gouvernementale et, pire encore, l'activité du LSAP au gouvernement.

Mais même le plus mauvais des publicitaires connaît la règle: peu importe la qualité du produit, l'essentiel est de convaincre le consommateur. C'est donc à cette tâche que le LSAP a décidé de s'atteler, en pensant déjà aux élections de 2009. Ses atouts? Une kyrielle de personnalités très populaires que le parti compte bien "monnayer en suffrages", selon l'expression de Bodry. Reste à savoir qui en sera la tête de liste. Un éditorialiste du "Wort" voit déjà Alex Bodry lui-même dans les starting blocks. Pourquoi pas d'ailleurs? Le bourgmestre de Dudelange n'a jamais caché ses ambitions. Encore doit-il compter avec celles de certains camarades de parti, en premier lieu son prédécesseur à la mairie et actuel ministre de la santé Mars Di Bartolomeo, le plus populaire des socialistes. Et quid du vice-premier Asselborn? La page serait-elle déjà tournée et son accession à ce poste considérée comme un malheureux concours de circonstances? A voir.

Autre "botte secrète": jouer de son autonomie par rapport au partenaire de coalition, le CSV. "Nous ne nous laisserons pas museler", lance avec fermeté Alex Bodry. Certes, mais personne n'o-



photo: LSAP

EXPULSIONS

L'histoire sans fin

Après l'expulsion la semaine dernière de 22 Serbes, le gouvernement à renvoyé ces mardi et mercredi 31 Albanais chez eux. Un prochain refoulement de même envergure aura lieu vendredi prochain vers le Monténégro.

(dv) - "Nous venons d'apprendre qu'(au moins) une femme avec enfants âgés de quatre et deux ans a été appréhendée ce mardi matin à six heures par la police pour être amenés à l'aéroport en vue d'être expulsés vers l'Albanie après deux ans et demi au Luxembourg. On peut dès lors tabler sur un prochain vol: vivent les vacances!" Ce communiqué de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) est parvenu à la presse ce mardi. Le lendemain, le ministère de l'immigration confirme officiellement que la Grand-Duché a reconduit 8 familles albanaises (31 personnes en tout) vers Tirana.

L'Asti a l'habitude de communiqués de presse rédigés en toute hâte en raison d'une mauvaise nouvelle qui vient de tomber. Tout comme le ton exaspéré souvent employé avec cet arrière-goût désagréable d'impuissance et de frustration. Qu'elle est loin l'époque où, comme en 1999 lors de l'"opération Milano" devant l'hôtel Ibis au Findel, des douzaines de personnes n'hésitaient pas à tenir tête aux forces de l'ordre, allant jusqu'à tenter d'empêcher physiquement le rapatriement forcé de réfugiés kosovars. Depuis lors, les refoulements donnent moins de fil à retordre aux autorités. D'ailleurs, depuis quelques années, les vacances d'été sont devenues synonymes

de période d'expulsion. Ainsi, le rapatriement de cette semaine de familles albanaises a été précédé par celui de 22 personnes originaires de la république serbe (voir woxx 864). Contacté par le woxx, Nicolas Schmit, le ministre en charge de l'immigration, nous a par ailleurs confirmé qu'un vol supplémentaire en partance cette fois-ci pour le Monténégro aura lieu vendredi prochain. Avec un nombre similaire que pour les vols précédents de personnes refoulées.

"Je régularise des demandeurs d'asile tous les jours, mais je n'en parle pas systématiquement", explique Nicolas Schmit. Et de souligner que le gouvernement auquel il appartient en effectue beaucoup plus que le gouvernement précédent. Les chiffres lui donnent raison: de deux reconnaissances du statut de réfugié en 1999, le nombre, en croissance constante, est passé à 87 en 2005. En même temps, le nombre de retours forcés et "volontaires" a lui aussi augmenté. D'autres personnes ont néanmoins une lecture différente des faits. Ainsi, la conseillère d'Etat Agnès Rausch, ancienne directrice du service pour les réfugiés de la Caritas, estime que la politique gouvernementale "n'a pas beaucoup changé".

Jeanny Faber, qui s'occupe d'un centre pour réfugiés à Remerschen est pour sa part tou-

blige non plus le CSV à les écouter. Pour se donner une certaine contenance, le LSAP annonce qu'il concentrera son action sur la politique d'intégration. Avant les vacances d'été, Ben Fayot et Lydie Err ont présenté leur proposition de loi relative à la double nationalité. Bodry entend quant à lui réformer, à juste titre, la procédure archaïque et très opaque de naturalisation tout en incorporant quelques éléments de droit du sol dans le ius sanguinis. Ces "libéralités" par rapport au CSV font suite à un processus interne de réflexion stratégique dont un des déclencheurs fut la motion déposée par les Jeunesses socialistes (JSL) au dernier congrès du LSAP au mois de mars. Si certains ténors du parti s'étaient alors offusqués de la bravade juvénile, le choc du succès rencontré par la motion n'est pas resté sans effets. "Maintenant, il y en a beaucoup qui admettent que la pensée fondamentale du texte n'était pas si erronée que ça", explique Jean-Paul Espen, président des JSL. C'est d'ailleurs lors d'une assemblée générale de la section de Dudelange, fief de Bodry et de Di Bartolomeo, qu'il fut ouvertement débattu du manque de "profil" du parti auquel il faudrait remédier. En proposant des réformes de société qui ne coûtent rien et mettent presque tout le monde d'accord? Quelle audace.

jours très affectée par la manière de procéder des autorités. D'autant plus qu'elle s'est occupée d'une des familles albanaises expulsées cette semaine: "La politique de refoulement manque totalement de sensibilité. Ces personnes sont traitées comme des terroristes." Dans le cas précis de cette famille, l'expulsion est d'autant plus douloureuse que le père de famille a été incarcéré pour des raisons politiques pendant deux ans en Albanie sous le gouvernement socialiste de Fatos Nano. Ce membre du parti démocratique de l'ancien président et actuel premier ministre Sali Berisha - dont le respect des droits de l'homme n'est certes pas plus parcimonieux, voire pire - y aurait même été torturé.

"Il y a des évolutions politiques positives en Albanie, même si la situation est loin d'être parfaite", estime Nicolas Schmit. Aux yeux du gouvernement luxembourgeois en tout cas, la situation actuelle en Albanie, ne justifie pas un octroi du statut de réfugié politique à ses ressortissants. Il faut par ailleurs noter que l'Albanie a signé des accords de reprise avec les Etats membres de l'Union européenne, chose à laquelle le pays s'est longtemps montré rétif.